DIAL 2594

GUATEMALA - Une justice vacillante

Frank Jack Daniel, Margarita Carrera

vendredi 1er novembre 2002, mis en ligne par Dial

À quelques jours d'écart, une bonne et une mauvaise nouvelles qui mettent en scène la justice guatémaltèque. Tout d'abord, la condamnation d'un officier de haut rang impliqué dans l'assassinat de l'anthropologue Mirna Mack il y a douze ans. C'est le premier jugement dans lequel un officier de haut rang est condamné pour un crime commis durant les trente-six années de guerre civile. Ensuite, l'annulation du jugement de quatre personnes qui avaient été impliquées dans le meurtre de Mgr Juan Gerardi, deux jours après qu'il eût révélé le contenu d'un rapport attribuant à l'armée la majorité des violartions de droits de l'homme pendant la guerre civile (cf. Dial D 2219, 2259, 2349, 2481). Textes de Frank Jack Daniel dans Noticias Aliadas *du 21 octobre et de Margarita Carrera dans* Prensa Libre *du 15 octobre 2002.*

Après avoir étayé les plaintes sur les desplacés de la guerre civile au Guatemala, l'anthropologue Mirna Mack mourut de vingt-sept coups de couteau au sortir de son bureau le 1er septembre 1990. Et le 26 avril 1998, deux jours après avoir présenté un rapport attribuant aux militaires la majorité des violations des droits humains durant la guerre, l'évêque Juan Gerardi fut attaqué mortellement avec un bloc de béton dans la maison paroissiale où il vivait.

Alors que l'assassinat de Mirna Mack avait eu lieu dans une période où le pays était encore en pleine guerre civile, la mort de Gerardi se produisit pendant les premières années de paix. Cependant, les deux crimes ont été interprétés comme des signes que les militaires n'étaient pas disposés à ce que leur pouvoir fût contesté.

Après une semaine dramatique qui a vu la condamnation d'un d'officier de haut rang impliqué dans l'assassinat de Mirna Mack et l'annulation de la sentence décidée l'an passé dans le procès de Gerardi, les observateurs remettent en cause l'impartialité du système judiciaire guatémaltèque e le fait que le pays ait réussi à surmonter les divisions de l'époque de la guerre.

Des militaires, des membres des familles et des militants des droits humains vinrent à la Cour suprême le 3 octobre pour écouter le verdict contre les trois officiers dans le cas Mirna Mack. Les militaires présents, qui applaudirent la relaxe de deux des accusés, manifestèrent leur indignation quand le colonel fut condamné à trente ans de prison.

C'était le premier jugement dans lequel un officier de haut rang était condamné pour un crime commis durant les trente-six années de guerre civile. Au cours des douze dernières années, un chercheur a été assassiné et quantités de témoins ont fui le pays.

L'assassinat de Mirna Mack est resté au premier plan pendant des années, pour une part en raison des efforts de sa soeur Helen Mack, pour qui la condamnation confirmait sa conviction que « il y avait eu des auteurs intellectuels qui utilisèrent leur pouvoir sur l'appareil de sécurité de l'État pour planifier et ordonner l'exécution du crime".

Le Tribunal reconnu que l'assassinat avait des motivations politiques et que Valencía, qui était à la tête de l'unité de sécurité présidentielle, l'avait ordonné. Les deux autres accusés, le général Augusto Godoy Gaytán, directeur de l'état-major présidentiel quand se produisit le crime, et le colonel Juan Guillermo Oliva Carrera, sous-directeur de l'état-major présidentiel, furent disculpés faute de preuves. Noel de Jesus Beteta, le spécialiste de l'armée qui travaillait à l'état-major présidentiel, fut condamné en 1993 pour homicide.

Beteta compromit les trois accusés dans une confession enregistrée dont il se rétracta ultérieurement. Les trois juges décidèrent que seuls ses déclarations sur Valencía était fiables, parce qu'il avait compromis les deux autres en réponse à une question qui fut considérée comme orientée.

Helen Mack et le procureur du gouvernement, Mynor Melgar, affirmèrent qu'ils feraient appel de ces relaxes. Valencía dit également qu'il ferait appel pour sa condamnation.

Cinq jours seulement après le verdict prononcé dans le procès Mack, un autre tribunal annula la sentence contre les trois militaires et le prêtre dans le cas Gerardi, en déclarant que le témoignage d'un témoin clé n'était pas valide. Les décisions furent reçues avec incrédulité de la part des procureurs et des autres personnes qui avaient eu affaire au procès. Mario Domininguo Montejo, avocat du bureau des droits humains de l'archidiocèse de Guatemala, et Mario Leal, procureur du ministère public, affirmèrent qu'ils combattraient le jugement.

L'année passée, trois militaires liés au service de renseignements de l'armée, furent condamnés pour ce crime. Le colonel en retraite Byron Lima Estrada, ancien chef des services de renseignements de l'armée, son fils, le capitaine Byron Lima Oliva et en un ancien garde du corps présidentiel, le sergent Obdulio Villanueva, furent condamnés à trente ans de prison. Le père Mario Orantes, qui vivait avec Gerardi dans le presbytère, fut condamné à 20 ans pour complicité.

Dans l'appel, les accusés déclarèrent que la preuve fournie par le témoin Rubén Chanax n'était pas fiable et que ses déclarations étaient contradictoires. Chanax avait déclaré qu'il avait été recruté par les accusés pour épier l'évêque et aider à détruire les preuves sur la scène du crime. Dans une entrevue avec le quotidien Prensa Libre, Eduardo Cojulún, un des juges qui participa au premier procès, a déclaré qu'il avait vérifié la crédibilité du témoin. « Je suis un de ceux qui ont prononcé la sentence et je ne suis pas d'accord avec son annulation », a-t-il signalé. « Si n'importe quel juge annule une sentence de ce genre , c'est préoccupant. » Quant à eux, les accusés et leurs défenseurs se plaignirent d'avoir été victimes d'une chasse aux sorcières ainsi que de pressions internationales pour qu'un verdict soit prononcé contre eux à titre de geste symbolique contre les militaires.

Suite à l'appel fait dans le cas du procès Gerardi, Lima Oliva a accusé Montejo d'être "un sympathisant de la guérilla qui est étranger à l'idée même de réconciliation nationale." Lima Oliva a déclaré qu'il avait été condamné en raison de la promesse faite par le président Alfonso Portillo pendant sa campagne électorale de 1999,de résoudre le cas Gerardi.

Noticias Aliadas, 21 octobre 2002.

****

Ils n'étaient pas communistes !

Parce qu'ils ont dénoncé les crimes de lèse-humanité commis par l'armée, Mirna Mack et Mgr Gerardi sont accusés d'avoir été "communistes", terme que l'on utilise toujours au Guatemala malgré la fin de la guerre froide et la disparition du communisme. Ceux qui les qualifient ainsi sont accusés d'être les assassins de ces deux personnalités (…) Pour les militaires de la ligne dure et pour les civils de l'extrême droite, tous les défenseurs des droits humains sont des communistes ou d'anciens guérilleros.

C'est en vain que l'on a prouvé que Mirna Mack et Juan Gerardi n'étaient pas communistes, en vain que l'on a démontré que tous deux étaient des êtres humains indépendants qui firent connaître les terribles

violations commises à l'époque du conflit armé, dans lesquelles l'armée étaient compromise (...)

Dans une entrevue en anglais que fit en 1989 la journaliste Winoina Edwards, Gerardi déclarait : « J'ai parlé avec les chefs militaires pour essayer d'alléger la situation des gens, supposant que les militaires verraient qu'ils abusaient de leur autorité, que les braves gens - les civils - souffraient et étaient persécutés. Cela ne pouvait pas continuer ainsi. Je l'ai dit personnellement à quelques militaires. »

« Ensuite nous en arrivâmes à un point que je ne pouvais pas atteindre, parce que cela serait aller contre mes principes et ceux de l'Église... » Plus loin, il fixe sa position face à la guérilla : « J'ai certainement compris que la guérilla n'était pas la solution aux problèmes de notre pays : la situation effroyable des indigènes, toute la diversité culturelle. Et un triomphe de la gauche pourrait se terminer en marxisme comme au Nicaragua. Mais ce n'est pas parce qu'on s'oppose à cela que l'on est favorable à tout ce que fait l'autre partie. Pour moi, ni la guérilla ni les militaires n'ont raison. »

Helen Mack a plusieurs fois démontré que sa sœur n'était pas communiste. Le péché de Myrna est d'avoir fait connaître les témoignages qu'elle a recueilli des déplacés de l'intérieur, qui étaient considérés comme la base de la guérilla. Le péché de Gerardi a consisté à rendre public le rapport REMHI ou Récupération de la mémoire historique. Tous les deux ont apporté des documents qui détaillent comment agissaient les unités de renseignement de l'armée et ses agents anti-insurectionnels.

Prensa Libre, 15 octobre 2002.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2594.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : voir à la fin de chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.